

## PAYS D'AIX

## Les vigneronns à l'heure du coup de chaleur



Les vignes de Sainte-Victoire, ici en juillet 2011.

/PHOTO S.SI

Alors que Météo France annonçait il y a quelques jours que 2011 avait été l'année la plus chaude en France depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, le pays d'Aix est particulièrement concerné. Où en sont les vignes aixoises? Des risques sont-ils à craindre? On est encore loin des ravages viticoles, sur fond de scénarios apocalyptiques, de productions détruites et de propriétaires ruinés. Bien au contraire.

Jusqu'à présent, cette tendance du thermomètre semble peu inquiéter les récoltants, et en satisfait même certains. En revanche, si la hausse des températures se poursuivait dans les années à venir, des conséquences néfastes sur les vins du pays d'Aix seraient à craindre.

Le réchauffement climatique, aujourd'hui indéniable, fait débat au sein du vignoble aixois. Tout d'abord il entraîne une évaporation plus importante de l'eau contenue dans le raisin-même. Évaporation accompagnée d'une élévation du niveau d'alcool qui peut altérer le goût du raisin et donc, du vin.

Marine Gayard, technicienne vignoble des côtes de Provence, est confiante: "Certes, le taux d'alcool s'accroît mais la qualité du vin demeure inchangée." Pour le propriétaire-récoltant du domaine Sainte-Hilaire, Yves Lapiere, cette peur du coup de chaud n'a pas lieu d'être. Pour ce propriétaire, que des années d'expériences précédentes, "lorsqu'il fait plus chaud, il suffit d'irriguer. Les vendanges se font plus tôt, le vin est

donc meilleur et plus rentable".

Une position loin d'être partagée par tous. Particulièrement sur l'épineuse question de l'irrigation, vivement critiquée par certains et largement adoptée par d'autres. Faute de pouvoir irriguer davantage ou d'avancer les vendanges, certains moyens sont mis en place pour faire face à ce coup de chaud. Vanessa Fabreguette, conseillère viticole à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône guide les vigneronns. "À long terme, il faudra revoir la plantation. Nous faisons le point sur le stress hydrique des vignes, nous aidons les vigneronns à s'organiser dans leur irrigation et à contrôler la maturité de la vigne."

Aujourd'hui ces solutions arrivent à faire face au réchauffement climatique. Mieux encore, les vigneronns en tirent des bénéfices. En vendangeant plus tôt, à la mi-août, l'ensoleillement est plus fort et les pluies plus rares. Les risques de pourriture durant la récolte diminuent et le raisin arrivé à maturité donne un meilleur vin.

En revanche, "si le réchauffement s'accroît dans les années à venir nos cultures courent à la catastrophe", confie Jean-Jacques Balikian, directeur de l'Association des vigneronns de la Sainte-Victoire. "La sécheresse pourrait adoucir l'hiver et les insectes habituellement tués par le froid feront de la résistance et pourront nos vignes."

## SONDAGE

## Les pêcheurs vont retrouver le sourire

Voilà bien longtemps que les marins-pêcheurs provençaux n'avaient été à ce point à la fête. Le sondage réalisé au début du mois de novembre dernier par l'institut Ipsos au profit du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins montre en effet que l'image de la profession est loin d'être aussi écornée que ne le redoutaient les intéressés; qu'elle ne correspond pas en tout cas à celle, négative, que lui collent régulièrement les autorités européennes, les associations de défense de l'environnement et une majorité de scientifiques.

C'est notamment le cas en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'une des neuf régions françaises que l'enquête a plus particulièrement ciblé afin de réaliser un Observatoire des pêches françaises qui sera réactualisé deux fois par an. Ainsi 92% des 103 personnes interrogées disent avoir une bonne opinion des pêcheurs, et 72% estiment que l'image de ces derniers s'est améliorée au cours des dix dernières années, notamment parce que, selon 72% des sondés, les pêcheurs ont su faire évoluer leur pratique profession-

nelle. 89% pensent que la pêche est indispensable au dynamisme économique du pays.

Concernant la protection de l'environnement où l'action des pêcheurs est très souvent mise en cause, les habitants de Paca estiment à 59% que les actions mises en place par les pêcheurs restent insuffisantes mais 67% se disent convaincus que les pêcheurs respectent les quotas de pêche (58%) et participent à la sauvegarde des espèces menacées en évitant le plus possible les captures accidentelles de mammifères marins (58%). En matière de santé alimentaire, le constat est également très positif: 87% des sondés estiment que le secteur de la pêche fournit des produits et services de qualité, et 95% que le secteur a acquis un niveau de sécurité alimentaire élevé.

Des Provençaux qui, au final, considèrent le métier de marin-pêcheur comme intéressant (81%) et formateur (76%), mais également peu rémunérateur (84%), difficile (97%), dangereux (97%) et peu compatible avec une vie de famille (89%).

Philippe GALLINI

## L'histoire méconnue des Indochinois en Provence

Victimes d'une immigration forcée, ils demandent la reconnaissance nationale



Une image, probablement prise un jour de fête vue la quantité de nourriture, dans le camp de Mazargues à Marseille. Des milliers de travailleurs y furent parqués. Comme à Sorgues, à Saint-Chamas ou en Camargue, les camps se sont multipliés dès 1940.

/PHOTO DR

Elles sont liées ces histoires, imbriquées l'une dans l'autre ces deux époques, l'une sinistre, l'autre tournée vers l'espoir. Plus d'un demi-siècle après leur immigration forcée, les Travailleurs indochinois pourraient bénéficier à la fois d'une reconnaissance nationale et d'une indemnisation.

Un épilogue inimaginable il y a encore... deux ans. Car en plus de cinq décennies, depuis 1939, les documents relatant cet épisode lié à l'Indochine sont rares, tous passés inaperçus aux yeux du plus grand nombre ou de l'État. Il faut attendre le livre de Pierre Daum en mai 2009 pour le sortir de l'oubli. "Je ne pensais pas du tout qu'un tel mouvement de reconnaissance mémorielle soit déclenché. Et je ne m'attendais pas à être happé par le présent. Surtout que tout a démarré avec les enfants des travailleurs indochinois. J'ai répondu à un désir endormi mais très fort de reconnaissance d'enfants de travailleurs qui souffraient de ne pas connaître l'histoire de leur père". Histoire tue, enfouie,

étouffée par la honte et la tristesse. C'est en 2004, en plein reportage au moment des mouvements des Lustucru à Arles que Pierre Daum découvre la présence d'Indochinois lors de la création de la riziculture en Camargue. C'est cette incroyable enquête qui a permis de retracer l'histoire de ces hommes. Et *La Provence* a suivi après sa parution, ce lent cheminement, rou-

te sinieuse de l'histoire vers la lumière de la reconnaissance. Qui a commencé à Arles à travers la demande incessante de Lé Huu Tho, travailleur indochinois retraité à Grenoble qui a écrit en 1998 ses mémoires dans *Itinéraire d'un petit mandarin*. Et à la même époque, il multiplie les lettres au maire d'Arles Hervé Schiavetti pour un hommage. Pierre Daum puis les frè-

res Trinh, trois fils d'un travailleur exploité de Saint-Chamas à Salin de Giraud, s'associent à cette demande. Accordée en décembre 2009. Et plus récemment, ce sont trois autres reconnaissances (Saint-Chamas et Miramas, Toulouse) mais aussi pas moins de quatre questions posées à l'Assemblée nationale par Michel Vauzelle, Roland Pavinelli, sénateur-maire d'Allauch, Marlyse Joissains-Masini, députée-maire d'Aix et Jean-Jacques Candelier, député du Nord et secrétaire de la Commission de la Défense nationale et des forces armées.

L'Histoire accélère donc. D'autant que selon la loi, le gouvernement va devoir prendre position sur le sujet d'ici trois mois maximum. Un nouveau chapitre pour ne plus éluder un pan entier de notre passé. Même s'il est peu glorieux. Et puis, l'exil des travailleurs indochinois a commencé en Provence. Que leur hommage aussi.

Agathe WESTENDORP

awestendorp@laprovence-presse.fr

## L'INDEMNISATION?

L'épilogue est tout aussi sordide: "Pendant 60 ans, cette histoire resta complètement enfouie dans les mémoires. Et jamais l'administration française ne songea ni à verser les salaires non perçus pendant toutes les années passées au service de la MOI (de 1939 à 1948 environ); ni à indemniser ces hommes pour le tort commis envers eux et leur famille, en France comme au Vietnam", note Pierre Daum. Au-delà de l'hommage, et de l'indemnisation, la reconnaissance passe aussi par les expositions dont une aura lieu à Fontaine-de-Vaucluse, au musée Jean-Garcin. L'idée est de retracer le périple de ces quelque 4000 travailleurs passés par Sorgues notamment, dans le camp de Bécassières, travaillant à la poudrerie ou retenus dans le camp disciplinaire. Le musée Jean-Garcin recherche des documents pour reconstruire leur histoire (infos ☎ 04 90 20 58 30). A.W.

→ Le livre de Pierre Daum: *Immigrés de force, les travailleurs indochinois en France (1939-1952)*, Actes Sud 2009. Le site de Joël Pham: [www.travailleurs-indochinois.org](http://www.travailleurs-indochinois.org)

## Le témoignage de Joël Pham, fils d'un travailleur indochinois

## Une page facebook et un site internet

"Je suis le fils d'un ancien travailleur indochinois de la 30<sup>e</sup> compagnie surtout basée à Sorgues", raconte Joël Pham, devenu au fil du temps le porte-parole de tous les enfants des travailleurs indochinois. Son père, Ky Pham, agriculteur, est par la suite déplacé dans une exploitation de bois dans les Cévennes. "C'était tellement dur en hiver qu'il s'est volontairement mutilé pour être ramené à l'hôpital et être exempté de détachement". Après la MOI, le maquis pendant quelques mois, son père gagne le Puy de Dôme où il rencontre la mère de Joël, qui naît en 1952. La photo est prise pendant ces années-là. Une pause de douceur. Mais Joël ne mâche pas ses mots. "Il ne faut pas oublier que ces travailleurs sont arrivés sous la III<sup>e</sup> République. Quand l'État s'est retrouvé avec 15 000 Indochinois à théoriquement entretenir après l'Armistice, ils les ont mis... au travail. Et après Vichy, ça a continué sous la IV<sup>e</sup> République". Joël raconte aussi en 1948 la "rafle" de ceux que l'on va à nouveau forcer, cette fois à rentrer chez eux. "Les gendarmes ont débarqué à la maison pour venir chercher mon père. Un des gendarmes a suggéré à ma mère de trouver un subterfuge (dire qu'elle était enceinte) pour éviter que mon père ne reparte. Beaucoup n'ont pas eu cette chance et ont laissé leur famille". L'héritage est compliqué pour les descendants. "Je ne connais pas beaucoup d'enfants de travailleurs en France qui parle le Vietnamien. Surtout que beaucoup ont eu des mamans françaises. Moi à l'époque, je me suis contenté de savoir que mon père était venu pen-



Joël Pham, dans la poussette, avec ses parents. /PHOTO DR

dant la guerre. C'était mon résumé sur la question. Jusqu'à mes quarante ans environ, je n'avais jamais entendu parlé de cette histoire. Quand on parlait d'Indochinois, on pensait aux tirailleurs ou les anciens combattants français. C'est une histoire complètement occultée, justement à cause de la guerre d'Indochine, à tel point que nous-mêmes, par manque d'information, on n'a découvert tout ça que tardivement. Ce n'était pas une belle histoire pour nos parents. D'où leur discrétion. Ils ne nous ont

rien dit pour nous laisser vivre, nous préserver". Par curiosité, Joël se lance en 2000 dans une recherche généalogique. Près de vingt ans après la mort de son père: "Je voulais voir dans quel contexte il était arrivé. Je trouvais peu de chose à part le livre de Lé Huu Tho, un mémoire de maîtrise datant des années 80 de Liem Khe Luguern, quelques documents. Je me suis dit: il faut creuser, je ne dois pas être le seul". Ses multiples recherches deviennent en 2003 un site internet. Joël apprend l'informatique sur le tas, lui qui travaille dans le nettoyage industriel. Il collecte les témoignages, reconstitue les grandes lignes de l'histoire: "Je ressens alors énormément d'émotion. Et en 2005, je rencontre Pierre Daum", l'écrivain lui aussi en pleine enquête. "Son livre a été un électrochoc pour nous. Une dynamique s'est mise en marche pour quelque 800 familles en France et donc 17 000 personnes et descendants au Vietnam. On veut représenter ces gens aussi qui ne peuvent s'exprimer". Joël souligne un vrai contre sens historique: "À l'époque en Indochine, ceux qui étaient partis en France étaient regardés avec suspicion. Il faut lever ce contresens qu'ils subissent". Pour lui, l'engagement des quatre élus est donc un pas en avant même s'il note la maladresse des intitulés des questions à l'Assemblée: "Attention au terme 'déportés'. Et puis, on parle des Mois. C'est une ethnologie qui n'a aucun rapport. Et le tout dans la rubrique anciens combattants et victimes de guerre. Il faut prendre cela au sérieux".

A.W.